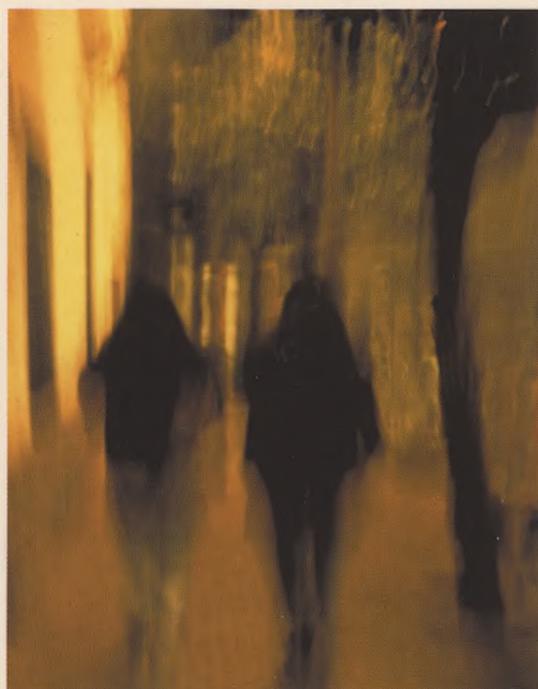


REVISTA DE
HISTÓRIA
DAS IDEIAS



HISTÓRIA E VERDADE(S)

VOLUME 23, 2002

INSTITUTO DE HISTÓRIA E TEORIA DAS IDEIAS
FACULDADE DE LETRAS DA UNIVERSIDADE DE COIMBRA

LA "DÉLIBÉRATION" DES FAITS ET LA "VÉRITÉ" EN HISTOIRE DES FORMES DU PAYSAGE

Les faits ne deviennent des faits, que lorsqu'ils prennent de la valeur! Tel pourrait être l'aphorisme résumant cet article qui porte sur l'histoire des formes du paysage et propose une réflexion sur l'élaboration des idées scientifiques. On part, bien entendu, de l'habituelle distinction entre faits et valeurs, parce que la recherche en ce domaine n'a pas échappé à des interrogations sur le fait de savoir si ce que nous trouvions était, pour aller vite, des ontologies ou des idéologies, des faits ou des valeurs. Les formes du paysage, assez curieusement, suscitent une vive polémique, et il est intéressant de savoir pourquoi.

En effet, cet article repose sur une histoire scientifique qu'il convient de résumer. On ne s'interroge pas du jour au lendemain sur l'intérêt de renoncer à ou de formuler autrement une distinction entre faits et valeurs sans raisons. On y vient à la suite d'un malaise. Lorsqu'on travaille sur l'espace des sociétés du passé, comme c'est notre cas, on doit affronter une réalité épistémologique difficile, à savoir l'inexistence (partielle) de l'objet de recherche. Il y a inexistence puisque l'espace est réduit à quelques uns de ses attributs, traditionnellement étudiés par les historiens qui font de la géographie

* CNRS, équipe d'archéologie environnementale de L'UMR 7041 (Paris I - Nanterre).

** Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra. CEAUCP.

historique, à savoir: les frontières; les territoires institutionnels (cite antique, seigneurie et paroisse médiévales par exemple); enfin quelques formes de planification (urbaine et agraire) qui se traduisent par des types géométriques classiques, comme la centuriation romaine. Mais, pour réellement pouvoir parler de l'espace des sociétés anciennes, il manque des éléments aussi fondamentaux que: les formes dites géo-écologiques qui ne sont pas les mêmes que celles qu'on lit sur les cartes actuelles (relief, végétation, cours d'eau); les formes agraires "natives", "indigènes", locales ou vernaculaires, qui sont largement méconnues (sauf là où des prospections aériennes les ont relevées: exemple des "celtic fields en Europe anglo-saxonne, et des terroirs fossiles médiévaux des campagnes anglaises); et plus généralement les formes d'hybridation entre les deux séries précédentes et qui constituent l'essentiel des formes visibles ou restituables. On sait, ainsi, que le défaut des historiens a été, pendant longtemps, de parler de sociétés agraires sans les agriculteurs qui vont avec, sans les champs, sans les productions, sans les écosystèmes, etc.

Peut-on écrire l'histoire de réalités aussi géographiques que les champs, les forêts, les communications, etc., sans en connaître les formes? Pourtant ce n'est pas faute que des études aient tenté d'installer des objets morphologiques pour donner forme à l'espace, et le faire sortir de l'espace virtuel et mathématisé des diagrammes et des statistiques. Peine perdue, le plus souvent.

Dès lors, il nous est apparu intéressant de prendre du recul et de formuler la question suivante: pourquoi les objets morphologiques ont-ils tant de mal à être reconnus comme des faits, et comment deviennent-ils faits? Ne sont-ils donc pas porteurs en eux-mêmes d'une espèce de "vérité" qui devrait se suffire à elle-même? Pourquoi même peut-on envisager de faire de la paléo-géographie sans formes cartographiques?

Notre réponse porte sur quelques points principaux:

1 - nous disons d'abord que les formes ont du mal à exister en raison d'un impérialisme du temps sur l'espace, de la chronologie sur la forme, de l'histoire sur la géographie; entre ordre et intelligibilité, c'est le choix de l'ordre historique académique qui bloque; plus généralement c'est la préoccupation des ordres en tous genres, y compris des ordres géographiques (ce qui est un comble), et non pas de l'intelligibilité spatiale qui est en cause;

2 - nous montrons ensuite comment le rejet des formes marginalise les faits dans un purgatoire pendant lequel les faits ne sont pas des faits parce qu'ils ne sont pas reconnus comme tels, alors que vient un temps où les mêmes faits, débarrassés des polémiques, prennent de la valeur et deviennent acceptables[^]); la distinction entre faits et valeurs ne tient donc pas le coup et se déplace sensiblement; elle est temporelle donc politique, et non pas ontologique;

3 - nous disons alors comment la reconnaissance des objets bloque sur un incroyable malentendu de la pensée moderne dont nous avons du mal à nous défaire: alors que les sociétés produisent surtout des hybrides, notre esprit est tellement conditionné par la dualité nature/culture, qu'il partage sans cesse ce qui est réuni, ce qui nous conduit à refuser les faits... donc nous ne voyons pas parce que nous avons délibéré de ne pas voir! C'est le rejet de la réalité de l'écoumène qui est en jeu et qui démontre que la seule épistémologie possible dans ce genre de recherches est une "écologie politique" à définir;

4 - nous montrons à la suite que les modalités du discours lui-même ne sont pas satisfaisantes puisque l'épistémologie nous "condamne" à nous situer entre deux formes de discours, le Modèle ou le Récit, dont ni l'une ni l'autre ne conviennent aux formes;

5 - nous disons qu'il y a nécessité de définir une évaluation qualitative de nos propres processus pour avancer dans la reconnaissance des formes;

6 - nous terminons en montrant que la vérité se délibère, non pas par mise en œuvre d'une espèce de compromis "politicien", mais par le choix raisonné d'une procédure, dont les thèses de la sociologie des sciences ou anthropologie des sciences⁽²⁾ donnent la base.

(^U Jorge Alarcão, *A escrita do tempo e a sua verdade*, Coimbra, ed. Quarteto, 2000, p. formule une assez particulière distinction entre donnés, faits et valeurs.

(2) Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1994; Bruno Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999; Bruno Latour, *L'espoir de Pandore. Pour une vision réaliste de l'activité scientifique*, Paris, La Découverte, 2001; Isabelle Stengers, *L'invention des sciences modernes*, coü. Champs, Paris, Flammarion, 1993.

Ordre et intelligibilité

La vérité historique se déduit-elle objectivement des faits, eux-mêmes extérieurs à nous, ou bien s'élabore-t-elle à partir d'une intention dûment finalisée? On examine cette question en faisant d'abord appel à une *problématique de l'ordre et de l'intelligibilité*.

On peut, pour commencer, convenir de la situation suivante. Les ramifications disciplinaires sans cesse plus nombreuses et raffinées, issues du développement des sciences, permettent d'élaborer des réponses d'ordre toujours plus techniques et subtiles. Par exemple, en histoire de l'environnement, les ordres scientifiques naturalistes sont désormais convoqués par l'historien, sous la forme chrono-écologique, pour démultiplier la puissance de datation, et pour pallier le défaut de documents écrits ou de documents archéologiques. Le paléo-environnementalisme, qui étudie des formes d'hybridation entre sociétés et natures, a été capté par l'Histoire, pour démultiplier la puissance de celle-ci, et pour, finalement, déshybrider un peu plus les objets.

Et ceci se passe, hélas, avec la complicité des paléo-environnementalistes. On peut illustrer cette question à partir de tendances lourdes de la recherche sur les paléo-paysages, puisque ces sciences développent actuellement l'idée qu'elles peuvent tout aussi bien que les textes dater les phénomènes de l'histoire du paysage. Or, pour atteindre cet objectif, elle mettent au point une épistémologie qui oppose addition de terre ou soustraction de terre, dépôt ou érosion de sédiments, présence ou absence de pollens, etc. dans un processus mécaniste, qui étudie l'action de l'homme et la réponse du milieu, ou encore la cause du climat, et l'adaptation humaine, etc. L'hybride est dévalorisé puisqu'il n'est qu'une "perturbation", il n'a pas encore, dans la grande masse des recherches, le statut de fait, ou plutôt disons qu'il est un fait de faible valeur, puisqu'on le définit négativement. Les modalités d'analyse se situent dans une dualité horizontal/vertical: la perturbation est verticale (stratigraphique) et l'ordre est horizontal (la structure en plan). Mais jamais, ou très rarement, ces disciplines se posent la question des hybrides, des formes et phénomènes mixtes. L'erreur est, le plus souvent, de rapporter chaque couche à une époque, et à un événement, souvent climatique ou social. On cherche alors à faire des réalités, le reflet d'un

environnement, historique ou naturel, et non pas à en comprendre la dynamique de détail. Trop souvent encore, les formations mixtes (les "anthroposols" des pédologues, par exemple), sont des catégories qu'on a concédées, mais qu'on traite le plus souvent comme des perturbations du *solum* originel, naturel, et physique.

L'histoire et la paléo-écologie jouent, depuis quelques décennies, un assez joli jeu de dupes: la paléo-écologie apporte sa nouveauté et sa techno-scientificité à une histoire en recherche de moyens nouveaux; l'histoire apporte à la paléo-écologie sa respectabilité (interprétation en termes sociaux de faits physiques); et chacune, secrètement, croit pouvoir instrumentaliser l'autre.

Pendant, ce raffinement égare le discours et plus celui-ci devient rigoureux et scrupuleux, paradoxalement moins il paraît "vrai". C'est dire la nécessité de la définition d'un niveau d'intelligibilité. Or cette intelligibilité se construit et se délibère à partir de finalisations conscientes, donc procède par a priori, ou par approche qualifiée d'idéologique. Et l'on sait combien, en termes historiques, l'actualisme peut être considéré comme un défaut...

Un récent colloque consacré aux "Temps de l'Environnement", publié en 2000⁽³⁾ a fait la démonstration que, dans l'état des problématiques, la dualité nature/culture continue à égarer les esprits, que l'histoire continue à dominer la géographie et que la seule mesure qui compte est celle du temps. Nous croulons, aujourd'hui, sous une pluralité d'ordres tous plus savants les uns que les autres, alors qu'aucune intelligibilité n'est proposée. Mieux, celle-ci est refusée car elle conduirait à l'idéologie!

Nous nous inscrivons en faux. Par rapport à une façon habituelle de faire de la recherche ou d'écrire l'histoire, la question qu'il faut poser est la suivante: quels sont les ordres d'intelligibilité qu'il convient de prendre en compte et comment les *délibérer* entre chercheurs pour les rendre acceptables. Inversement, le "modernisme" consubstantiel des chercheurs, — de leur esprit et, de leur dialectique, de leurs objets — n'est-il pas l'actualisme le plus rédhibitoire qui soit, c'est-à-dire traiter d'espaces et de sociétés pré-modernes avec des concepts modernes?

(3) **Monique Barrué-Pastor et Georges Bertrand (Éd.),** *Les temps de l'environnement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2000.

C'est là qu'une des intelligibilités les plus évidentes nous paraît faire défaut. En effet, dans tout ceci il n'y a pas de formes, et l'espace est réduit à une abstraction. Le paléo-environnementalisme n'a pas réellement fait progresser la connaissance des formes de l'espace, parce qu'on a oublié cette intelligibilité. Du diagramme pollinique à la reconstitution historique, on passe aisément, sans la moindre transition morphologique: l'espace est un diagramme, une série statistique, et peu importe de connaître la forme réelle des choses. Un espace sans lieu propre, en quelque sorte. D'ailleurs, en écologie, la "niche écologique" est une abstraction mathématique, et non pas un lieu précis et géographique, doté des caractéristiques de toute localité. Pour prendre un exemple simple, la connaissance des essences peuplant la forêt aux différents points de sondage et la connaissance par un diagramme des évolutions du rapport entre ces essences suffit pour écrire l'histoire de la forêt, sans qu'il soit besoin de connaître la forme de la forêt, ses lisières, son étendue cartographique.

Le sens de la polémique autour des nouveaux objets de la recherche

Nous dirons, plus loin, combien l'évaluation qualitative de la recherche est difficile, voire infirme. Pour faire ce constat, nous aurons besoin de mesurer les degrés de cette difficulté et d'en comprendre les modalités. Nous posons l'hypothèse, qui n'est pas neuve, qu'il existe une incapacité à voir les formes de la réalité écouménale, au profit de modélisations géométriques qui se substituent à la réalité cartographique. Mais nous lui donnons une extension qui n'avait jamais été le fait de nos disciplines. Nous posons ensuite le constat que les nouveaux objets de la recherche ne sont pas des faits évidents en eux-mêmes, mais des construits qui se délibèrent progressivement.

En voici deux exemples, le premier emprunté à l'Antiquité. En 1980 la publication de la localisation de la centuriation A d'Orange, à a suite d'un travail d'analyse morphologique et cartographique⁽⁴⁾, provoquait une surprise de taille: cette centuriation destinée à accueillir des colons de la deuxième légion d'Orange (les *Secundam*)

(4) **Carte dans Gérard Chouquer et François Favory, *L'arpentage romain, Histoire des textes, Droit, Techniques*, Paris, ed. Errance, 2001.**

était localisée... sur le territoire d'une autre colonie, Arles, et celui des cités voisines d'Arles, *Glinum*, Cavaillon, Avignon. Mais pas du tout sur celui d'Orange. Le fait était là, brutal et incontestable, grâce à l'identification de détails topographiques portés sur les vestiges du plan de marbre conservé à Orange. Autre surprise: les extensions originales de la centuriation B, bien au-delà de la cité d'Orange, à Vaison, Carpentras et Valréas.

Quelle fut l'attitude de la communauté scientifique face à un fait qui remettait en cause la *doxa* sur le fait que centuriation et territoire de la cité sont consubstantiels? Une réserve prudente, voire un rejet de cette réalité: c'est ainsi que l'épigraphiste et juriste André Chastagnol décidait d'exclure ces découvertes de la réflexion, en disant: "Peut-on croire, vraiment, que les soldats de la I^e légion aient été dispersés sur une si vaste zone?"⁽⁵⁾ Traduisons cette réponse en d'autres termes: ce fait nous encombre, par rapport aux idées acquises, et nous décidons de ne pas l'admettre parmi les faits qui suscitent notre réflexion et nos interprétations. La décision de Chastagnol, et avec lui de beaucoup d'autres, fut donc une décision "politique".

Aujourd'hui ces mêmes formes vont probablement devenir recevables pour deux raisons. La première est que nous avons fourni, dans une synthèse qui vient de paraître⁽⁶⁾, les textes des arpenteurs qui légitiment ce processus qui consiste à installer des colons sur des territoires voisins, avec une indépendance de fait entre les limites du territoire d'une cité coloniale et une ou plusieurs zones d'assignation. La catégorie reçoit même un nom: *ager sumptus ex vicino territorio*, et c'est l'ignorance des réalités de l'arpentage antique et la méconnaissance de ces textes qui explique qu'on n'ait pas relevé de telles situations. Mais il y avait un autre blocage dans ce refus, bien plus important: depuis longtemps les historiens sont convaincus que le territoire de la cité est isotrope (homogène dans toutes ses directions) et que la centuriation coloniale, elle-même, est une expression de cette isotropie. Dès lors, disjoindre l'assignation du territoire était jugé inconvenant, "politiquement incorrect" comme on dit aujourd'hui.

(5) André Chastagnol, *La Gaule romaine et droit latin*, coll. du Centre d'Études Romaines et Gallo-romaines, Lyon, 1995, p. 113.

(6) Chouquer et Favory, *ob. cit.*

Une seconde observation me laisse penser que cette idée va devenir recevable. En effet, d'autres historiens, aux prises avec des contradictions manifestes, commencent, eux-aussi, à envisager cette dissociation: à Merida, par exemple, des réflexions récentes de Patrick Le Roux dissocient formellement la cité de Merida de son territoire centurié⁽⁷⁾. Déjà en 1991, dans un article sur les territoires attribués, Jean-Marie Bertrand avait donné le ton en déclarant que le territoire cessait de devenir consubstantiel à la ville⁽⁸⁾. Ce qui me paraît décisif, c'est que ces observations excellentes viennent d'historiens qui travaillent sur les textes et non de morphologues, autrement dit de "vrais" historiens, car il est toujours évident qu'une réalité issue d'un texte est plus "vraie", dans cette communauté, que la même réalité issue de formes. La corporation historique sera sensible à l'argument philologique ou épigraphique, si elle ne l'est toujours pas ou peu à l'argument morphologique. Ce sont ces avancées, en réalité bien marginales par rapport à la masse des faits morphologiques qui ont été accumulés depuis vingt ans, qui permettront à ces faits morphologiques de prendre de la valeur. On le voit, la vérité est politique et même de l'ordre de l'"épistémologie politique"⁽⁹⁾, puisque ce ne sont pas les faits qui sont plus ou moins vrais, mais bien les savants qui la construisent, entre lesquels une subtile hiérarchie dit quels sont les vrais et quels sont les moins véritables historiens!

Le second exemple que nous relevons concerne le Moyen Age, et il est de pleine actualité. Dans une thèse récente⁽¹⁰⁾, Cédric Lavigne a mis au jour les formes de planification qui ont été réalisées à la fin

(7) Patrick Le Roux, "Le territoire de la colonie auguste de Mérida. Réflexions pour un bilan", in J.-G. Gorges et F. J. Rodrigues Martin, (ed.), *Économie et Territoire en Lusitanie romaine*, coll. de La Casa de Velazquez, vol. 65, Madrid, 1999.

(8) Jean-Marie Bertrand, "Territoire donné, territoire attribué: note sur la pratique de l'attribution dans le monde impérial de Rome", *Cahiers du Centre G. Glotz*, II, 1991, p. 164.

(9) Bruno Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.

(10) Cédric Lavigne, *Essai sur la planification agraire au Moyen Age. Les paysages neufs de la Gascogne médiévale (XIII-XIV^e siècles)*, Bordeaux, Maison Ausonivs, 2002.

du XIII^e et au début du XIV^e s. en Gascogne, principalement autour des bastides. Ses résultats, à peine connus, ont été l'objet d'une polémique et déclarés irrecevables pour diverses raisons, qui permettent de dessiner l'échelle des refus, depuis la négation pure et simple jusqu'au rejet plus pointilliste. Rejet pur et simple lorsque des médiévistes refusent l'idée que les sociétés médiévales aient pu connaître de telles mises en ordre et prétendent, contre toute évidence, que c'est dans le désordre et l'irrégularité qu'il faut chercher la marque des arpenteurs. Rejet pur et simple, jusqu'à un dogmatisme invraisemblable, lorsqu'on indique à ce jeune homme qu'il s'est trompé de sujet et qu'il doit étudier autre chose!

Mais les plus nombreux, moins entiers, ont porté une critique subtile, à deux vitesses. "Bravo", ont-il dit semblé dire, à propos de l'analyse morphologique (il est vrai que l'éblouissante démonstration du chercheur force l'admiration et qu'on peut difficilement aller contre), mais en ajoutant une stupéfiante série de bémols: "encore que tout ceci ne soit pas neuf!" Car, ont-ils poursuivi, en substance, votre thèse est bonne jusqu'à la page tant, ensuite, au moment où vous faites de l'histoire, cela ne tient plus debout. Autrement dit, ne concluez rien sur vos formes car sinon vous entrez dans une vision idéologique des sociétés médiévales. Idéologique parce que vous présentez des sociétés capables d'ordre alors que l'opinion courante veut que les sociétés médiévales soient peu techniques; idéologique parce que vous donnez à la métrologie un rôle majeur et cohérent alors que les sociétés médiévales ne connaissent que la diversité des poids et mesures, et sont même réputées pour cela; idéologique parce que vous donnez à la figure de l'arpenteur une place centrale alors que vous savez bien que l'arpentage connaît une longue éclipse médiévale et qu'on peut tout à fait imaginer des sociétés médiévales sans arpenteurs; idéologique, enfin, parce que les formes que vous montrez ne respectent pas la cohérence avec la paroisse et la seigneurie, et que vous fichez ainsi en l'air la vision des territoires médiévaux. Trouver de la rigueur est preuve de rigidité: laissez cela aux antiquisants qui se complaisent dans des grilles de centuriation impérialistes et dogmatiques, et ne venez pas polluer notre cher Moyen Age avec de telles réalités.

Or dire qu'on ne conteste pas les formes, ni la qualité de l'analyse et en même temps nier ce qu'on peut en tirer, est, pour le

moins, contradictoire. C'est donc bien nier le fait morphologique lui-même. Il faudrait que nos formes soient des électrocardiogrammes absolument plats, neutres, atypiques, et intemporels, pour qu'elles satisfassent. Ainsi l'histoire pourrait continuer à être écrite par ailleurs avec des textes (histoire) et des objets (archéologie), sur un fond de formes neutres. On n'a pas varié d'un pouce quant à la conception d'un espace support, indifférent, isotrope, quasi-immobile. Dans le rapport nature-culture, les formes sont toujours renvoyées à la couche indifférenciée des objets physiques, alors que ce sont des hybrides remarquables, et ce renvoi s'opère au profit des faits d'histoire, des représentations sociales indépendantes.

Dès lors, dans la bouche ou sous la plume des critiques l'emploi des mots tels que "idéologie" et "histoire" devient suspect. En effet, on fait à ce genre de recherches le reproche d'affirmer son autonomie documentaire par rapport aux autres sources de l'historien. En voulant montrer le fonctionnement des formes, et en luttant contre l'abus des modèles modernes qui en pervertissent la lecture, nous souhaitons retrouver un autre cheminement vers l'historicité, et notamment vers d'autres formes d'historicité que celle de l'histoire politique et économique. Aussi est-il astucieux de nous reprocher de nier l'histoire. Très commodément, cela nous verse dans le post-modernisme: nous sommes suspectés de proclamer la fin de l'histoire, et autres accusations graves. D'ailleurs, l'idéologie, c'est bien nous, puisque nous prétendons examiner autant le savant et sa recherche que l'objet lui-même, ce qui n'est pas recevable. Est idéologique ce qui dérange l'ordre établi des objets historiques, lequel ne saurait être politique, mais universel.

Comme dans l'exemple précédent, les formes ne sont pas un document admissible, et mieux vaut la somme des poncifs que véhicule la géographie historique, dans une vision politiquement réactionnaire, que le changement que propose l'irruption d'un nouveau candidat au collectif de débat sur les réalités de l'espace médiéval. Et il faut bien reconnaître que contre la thèse de ce jeune et brillant médiéviste un argument de poids pèsera longtemps: Charles Higounet, le grand médiéviste spécialiste des bastides, n'avait jamais vu les formes planifiées agraires, alors qu'il a passé sa vie à étudier les formes urbaines des bastides. Mieux même, dans un ouvrage sur la colonisation agraire en Europe de l'est au Moyen Age, il a publié

en illustration des schémas tout à fait conformes aux réalités morphologiques que Cédric Lavigne a étudiées dans le Sud Ouest aquitain. Mais il n'a jamais fait le lien avec ce qu'il pouvait voir sur les cartes et les photographies aériennes de sa chère région aquitaine. Nous, nous aimons relever ces étonnantes contradictions, mais le fait principal persiste: ces formes n'ayant pas été vues autour des bastides par ce maître, cela revient à les déclarer inexistantes.

Sollicitant — naïveté! — le prix Charles Higounet, (prix destiné précisément à récompenser une recherche sur les bastides), et ceci pour avoir une aide à la publication de ses travaux, le jeune chercheur a été éconduit. Que signifie un tel refus? Cela revient à lui transmettre, en substance, la réponse suivante: *vos résultats sont déclarés, après débat entre nous, inadmissibles, car notre politique scientifique pour le Moyen Age n'est pas celle-ci*, et vos faits nous encombrent; nous décidons, par conséquent, de ne pas les qualifier, de ne pas les admettre dans la *doxa*, de pratiquer vis-à-vis de vous une police académique vigilante.

Dès lors, et nous l'écrivons pour ce jeune chercheur désemparé et surpris par l'affront qui lui est fait, *absolument tout le reste du débat est, en ce moment précis, sans la moindre importance*, qu'on discute ici une virgule, là une liste d'exemples, ailleurs un mot, et au-delà la taille d'un corpus, ou encore une interprétation, ou même un concept. Toute cette polémique pointilliste n'est là que pour faire oublier que la *décision d'exclure est de nature politique. Il ne s'agit que d'un pseudo-débat scientifique pour masquer et justifier une décision politique*. Plus tard, bien entendu, il sera très utile de débattre des détails de l'étude, quand l'objet aura été admis. Pour l'instant ce n'est pas de cela dont il s'agit.

Remarquons au passage qu'il est donc vraisemblable que les médiévistes s'engagent dans une espèce de guerre de religion ou de guerre des sciences, comme on voudra. Mais cette guerre, ce sera la forme que prendra la délibération de l'objet, jusqu'à ce qu'il satisfasse la communauté. Ce sera une phase hélas nécessaire. Mais on pourrait procéder autrement, et le progrès que la démocratie scientifique doit encore accomplir est bien celui d'apprendre à se donner des règles pour gérer l'irruption des faits nouveaux et leur admission au collectif.

Déclaration d'ouverture de controverse et délibération

En termes de sociologie des sciences voilà qui nous apprend quelque chose: une découverte n'est rien, elle n'est pas un fait (dit "objectif") qui s'imposerait en lui-même, tant qu'elle n'est pas *délibérée par la profession*, tant que quelqu'un qui a autorité sur le collectif ne se lève pas et dit: un tel a fait une vraie découverte et nous devons l'intégrer. Le fait n'existe qu'à partir de la reconnaissance; *le fait ne devient fait que quand il prend de la valeur!* Les faits, comme le dit Bruno Latour, ne parlent pas d'eux-mêmes, il faut que quelqu'un parle à leur place. Ajoutons que non seulement il faut qu'un chercheur parle à leur place, mais encore qu'un collectif leur donne la valeur sociale sans laquelle ils n'existent pas!

Les deux exemples précédents montrent que la profession ne sait pas gérer cette phase, et qu'elle ne propose comme réponse que l'exclusion des faits, et quelquefois aussi des chercheurs qui les proposent. En choisissant des formes ressortissant à la polémique, en tournant la nouveauté en dérision, s'inventant mille et une raisons de ne pas considérer la question, etc., la corporation évite le débat.

Il faut donc, pour tenter d'installer celui-ci, procéder de façon plus intentionnelle et diplomatique que ce qui se passe d'ordinaire. C'est là que la procédure de "*déclaration d'ouverture de controverse*"⁽¹¹⁾ rend de très grands services. Elle attire l'attention sur le fait qu'il faut installer le débat, et elle identifie ce qui fait débat, limitant si possible les aspects affectifs des polémiques para-scientifiques. La déclaration d'ouverture de controverse pourrait comprendre l'exposé des procédures. Cette élaboration des procédures devrait, en outre, permettre de poser la question des protections et des responsabilités. Lorsque de jeunes chercheurs s'engagent dans des recherches à risque, nous (communauté) ne sommes pas encore capables de délibérer de la façon de les protéger des retombées de ces recherches innovantes, et il est bien connu que, souvent, les jeunes chercheurs "font les frais" de

⁽¹¹⁾ Michel Callón, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Ed. du Seuil, 2001; Bruno Latour, "Cosmopolitiques, quels chantiers?", dans "La nature n'était plus ce qu'elle était", *Cosmopolitiques, cahiers théoriques pour L'écologie politique*, n° 1, 2002, pp. 15-26.

querelles qui les dépassent, car ils sont plus vulnérables que des chercheurs installés et protégés par leur statut.

Tirons toutes les conséquences de cette nécessité d'une délibération de la "vérité". On peut comprendre ce qui, dans les modalités actuelles de communication et d'interprétation des découvertes, heurte le plus: qu'on puisse prétendre montrer aux chercheurs des formes qu'ils n'auraient pas vues auparavant, ce qui est horriblement vexant, alors qu'on prétend les voir et les leur faire voir... Mais si nous changeons la formulation et que *nous disons que les objets sont nouveaux parce que nous venons de les inventer*, il devient plus facile d'expliquer pourquoi on ne les voyait pas auparavant. Si on ne les voyait pas c'est parce qu'ils n'existaient pas, ou parce qu'ils ne pouvaient pas exister, ce qui revient au même! Dira-t-on que cette formulation choque le bon sens, parce qu'elle omet l'évidence de la réalité, et qu'elle joue de façon rhétorique avec les représentations? Elle n'est choquante que si on accepte ou se contente de cette fable d'un réel extérieur à nous qui serait objectivement observable, sans l'intervention de la moindre représentation. Elle n'est choquante que si on continue à s'accrocher à une distinction entre faits et perceptions, entre faits et valeurs, etc. Elle n'est choquante que si on n'admet pas la double posture suivante: pas de représentations sans réalités, mais pas de réalités sans représentations.

Ce qui, de notre point de vue, est choquant, c'est que le procès depuis longtemps fait aux formes, en tant qu'expressions de la concrétude, et dont on vient de voir le caractère politique, soit présenté au nom d'une prétendue objectivité de la recherche et d'une prétendue extériorité de l'objet. C'est cela qui est choquant, comme dans toutes les oppressions: qu'on ne dise pas je vous opprime parce que j'en ai envie et que j'en ai le pouvoir, bien que vous nous montriez un fait; mais qu'on dise, je vous opprime pour votre bien, car vous vous trompez!

On pourrait donc proposer qu'en matière d'élaboration de faits scientifiques soit admise, comme forme normale du travail, la procédure suivante:

- *invention d'un nouvel objet*, par exemple un nouvel hybride société-nature, ou une nouvelle proposition d'organisation de formes; à ce stade c'est un fait sans valeur ajoutée, totalement nu, non délibéré, brut, donc inadmissible;

- *déclaration d'ouverture de controverse*, avec exposé circonstancié des outils critiques d'évaluation proposés, ainsi que *des propositions de reconstruction*: ici il s'agit d'identifier le plus clairement possible les externalités à intégrer. Par exemple, dans notre cas, nous disons que la morphologie est, globalement, une externalité à (ré)intégrer au collectif de débat;

- puis *période plus ou moins longue de délibération* pour convaincre et se convaincre de la réalité de l'objet perçu par une représentation; cette installation de l'objet par délibération se fait au moyen de "*n*" présentations de l'objet au collectif (donc des re-présentations successives: articles, séminaires, colloques, etc.); enfin, l'objet ou fait étant délibéré, déclaré valable et même de grande valeur ajoutée (*valuable, précieux*), *admission de l'objet dans la classe des faits qui ont pris de la valeur*.

- enfin *une proposition d'élaboration des procédures* à mettre en œuvre pour délibérer en commun *l'établissement institutionnel* des faits nouveaux ou de la nouvelle façon de voir les choses: c'est le plus délicat car cela ne dépend pas seulement de nous, mais de l'ensemble de la profession, ou du moins d'une majorité de celle-ci; nous l'avons fait, par exemple, en créant un groupe de recherches du CNRS sur l'espace des sociétés anciennes.

Il serait alors nécessaire de passer à un autre aspect politique de la délibération, celui portant sur la reconnaissance des faits nouveaux dans la diffusion (manuels), l'enseignement, les études (préalables, d'impact, etc.) liées à l'aménagement de l'espace, toutes dimensions aussi essentielles de la vie d'un fait scientifique portant sur les formes de l'espace.

Aujourd'hui objets inadmissibles, c'est-à-dire non admis au collectif de la recherche sur l'espace, les invraisemblables assignations non emboîtées dans une cité antique, les terroirs radio-quadrillés qui font sourire, les réseaux auto-organisés qu'on taxe de dogmatisme, les planifications médiévales à la métrologie rigide qu'on accuse de forfanterie idéologique, ou encore les hybrides de toutes sortes qui heurtent les habitudes, seront demain les objets ordinaires de la recherche.

Mais la constatation qui, aujourd'hui s'impose est la suivante: dans les procédures actuelles, l'existence de la polémique contre les formes prouve la résistance des chercheurs à concevoir et à mettre en œuvre *le processus itératif et diplomatique nécessaire pour réexaminer périodiquement la composition de notre collectif de débat et décider*,

éventuellement, de nouvelles admissions et de nouvelles hiérarchies⁽¹²⁾. Car ce que André Chastagnol aurait dû nous dire, et ce que les médiévistes devraient faire aujourd'hui devant les formes nouvelles qui émergent, c'est de réfléchir à la "vérité" nouvelle qu'il conviendrait de délibérer entre nous, et d'organiser "procéduralement" cette délibération intellectuelle. Dans le fond, ce qu'on apprend le moins aux savants, c'est comment faire leur métier.

En effet, il est tout de même étonnant que la science fonctionne toujours sur un mode alternatif "provocation/répression", et sur une vérité par représentation (délégation via le système mandarinal), alors qu'elle devrait, la toute première, s'emparer et défendre dans l'ensemble de la vie intellectuelle une conception dialogique et diplomatique. Mais cette évolution épistémologique viendra justement de la société civile. Il ne fait pas de doute que les conférences de citoyen feront plus pour faire évoluer l'évaluation académique et ses formes (thèses, jury, comités d'experts), que les débats internes à l'Université, en ce sens qu'elles nous apprennent et nous imposent quelque peu de passer de la recherche confinée à la recherche de plein air.

Le partage des hybridations

Nous venons de parler des hybrides. Il est temps de s'y arrêter. L'idée est simple: pourquoi les chercheurs prennent-ils tant de peine à travestir les hybrides, à dissocier ce qui est lié, à produire des pseudo-faits et de pseudo-théories, alors que la réalité leur montre autre chose? La question des hybrides est donc, là encore, une question de sociologie ou d'anthropologie des sciences. Car il ne s'agit pas de se demander si les hybrides existent: ils existent. Mais de se demander pour quelle raison les chercheurs les masquent. Car ce sont toujours les savants autant que les "faits" qu'il faut mettre sous le projecteur.

Disons tout de suite que sur cette question des partages, le terrain est plus que miné, il est éclaté, comme par une espèce particulière de bombe à fragmentation qui aurait à peu près tout

(12) **Bruno Latour**, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.

dissocié⁽¹³⁾. Car au-delà du partage général nature-culture, il y a les partages passé-présent, histoire-géographie, géographie physique-géographie humaine, patrimoine-aménagement, pays-paysage, et sur un plan différent, vécu-construit, sens-raison, faits-valeurs, etc. On n'en finirait pas de lister ces lignes de fracture qui interdisent tout travail sérieux et novateur.

Or c'est ici qu'intervient le fait essentiel: il nous faut installer comme le plus extraordinaire candidat au collectif qui soit, l'écoumène lui-même! C'est en effet l'écoumène qui "frappe à la porte" de notre plus important collectif, pour réclamer qu'on parle à nouveau de lui. Pas moins! L'écoumène candidat à son propre collectif car chassé de sa propre existence par des représentations obsolètes et tyranniques!

Qu'il faille rappeler que l'être humain n'est pas seulement biologique, pas seulement social, mais aussi géographique, que son rapport avec l'écoumène, sous la forme des infinies hybridations qui le composent, est ontologique, est le fait qu'il convient de faire admettre. Chassé du débat par la politique des sciences, l'écoumène ne peut rentrer dans son propre collectif que par une décision politique.

Nous proposons, désormais, de reconnaître les associations et les conflits de formes, et non, comme toute la pensée moderne sur l'espace nous à appris à le faire, à les emboîter dans un rapport hiérarchique et pyramidal, en une "théorie" qui oppose la base fixe et quasi-immobile des relations aux milieux, et le sommet tout vibrionnant des représentations et des constructions mentales, où la Société (monstre paradigmatique! mais il n'y a pas de société, que des collectifs⁽¹⁴⁾; peut se libérer de tout point d'attache avec l'écoumène et décider, en elle-même, de sa propre dynamique⁽¹⁵⁾). Augustin Berque, de son côté, le propose aussi avec une force tout aussi grande, à

⁽¹³⁾ Gérard Chouquer, "L'écoumène et les bombes à fragmentation scientifique", dans "La nature n'était plus ce qu'elle était" *Cosmopolitiques. Cahiers théoriques pour L'écologie politique*, n- 1, 2002, pp. 37-48.

⁽¹⁴⁾ Sur la notion de collectif, voir Bruno Latour, "Politiques de la nature", *op. c.it.*, chap. 2.

⁽¹⁵⁾ Bénard Lepetit (dir.), *Les formes d'expérience. Pour une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995, critiqué dans Augustin Berque, *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Coll. Mappemonde, Paris, Ed. Belin, 2000, p. 190.

travers la notion de *médiance écouménale*, et la question de la transition paysagère⁽¹⁶⁾.

Le travail scientifique à faire est donc d'installer les formes mixtes. Le slogan de ce retour à la réalité écouménale des êtres, humains et inhumains, pourrait donc être: "refus de la notion même de perturbations et d'impact comme seule façon d'entrevoir le rapport des sociétés à la nature, et, en revanche, longue vie scientifique et politique aux hybrides". *Voilà pourquoi nous pensons que le travail sur les formes, associées et opposées, est le meilleur moyen de réinstaller la complexité co-élaborée sur terre depuis de longs millénaires.*

Nous serons ainsi conduits à des ouvertures spectaculaires. Dans notre domaine, par exemple, nous faisons la démonstration que la géoarchéologie et la morphologie dynamique constituent de très efficaces processus d'évaluation critique de la dynamique des espaces et offrent ainsi une contribution appréciable, mais totalement méconnue, à l'aménagement du territoire. Quoi, nous dit-on, vous prétendez que la géoarchéologie et la morphologie dynamique, sciences du passé et même du lointain passé, puissent être utiles à l'aménagement le plus contemporain? Oui, répondons-nous, si on se défait de la représentation de ces disciplines comme sciences affectées à l'étage inférieur, au profit d'une autre représentation, celle de disciplines de connaissance des processus de transmission qui agissent dans l'écoumène.

Modèle ou Récit: le cercle infernal ?

Les formes sont spécifiques or elles ont jusqu'ici été décrites selon l'un de ces deux modes courant de la rhétorique scientifique en matière de sciences sociales: le Modèle ou le Récit. Ni l'un ni l'autre de ces modes ne conviennent vraiment ou, en tous cas, pas complètement. Ces deux modalités sont même présentées comme les deux passages obligés de toute écriture⁽¹⁷⁾. On ne peut cependant s'en

⁽¹⁶⁾ **Augustin Berque**, *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Coll. Mappemonde, Paris, Ed. Belin, 2000.

⁽¹⁷⁾ **Jean-Claude Gardin**, "Modèles et Récits", dans J-M Berthelot, *Epistémologie des Sciences Sociales*, Paris, Puf, 2001, pp. 407-454.

satisfaisant, même s'il faut reconnaître la difficulté à inventer d'autres modes, si on reste cantonné dans le texte. J'en donne deux illustrations.

Soit on raconte l'espace d'une société ancienne selon le mode du Modèle. On s'efforce alors d'établir des modèles chrono-typologiques (du genre: la clairière et le radio-concentrique pour les sociétés confinées et protectrices, porteuses d'ombre; et l'espace ouvert et quadrillé pour les sociétés conquérantes, expansives, de lumière). Un récent essai⁽¹⁸⁾ a montré ce qu'il fallait penser de ces modèles, en ce sens qu'il fonctionne grâce à des reconstitutions complaisantes. Le modèle, dans l'état actuel des modélisations, induit les chrono-typologies, interdit les transmissions d'une période à l'autre, conduit au fixisme à l'intérieur d'une période donnée, oblige à concevoir des révolutions pour passer d'une période à l'autre, etc. En enrôlant les formes dans des périodes étanches, il oblige à des délibérations contraignantes: c'est ainsi, par exemple, qu'en dépit des évidences, les formes courantes des pays de champs ouverts en France, d'une élaboration diachronique aujourd'hui bien démontrée, ont été et continuent à être enrôlées dans le modèle circonscrit et étanche de *Yopenfield* médiéval.

Pour prendre un autre exemple, dans un domaine voisin, le livre de Marcel Mazoyer et Laurence Roudart qui s'intitule *Histoire des agricultures du monde, du néolithique à la période contemporaine* (1997), n'est, par choix des auteurs, qu'une succession de modèles théoriques, et l'histoire est censée émerger, d'elle-même, de la succession. Non pas l'histoire, mais une histoire, qui colle assez peu avec le réel et que l'archéologie, par exemple, prend inévitablement en défaut à peu près à tout instant. Une histoire qui néglige, par principe, le lieu propre ou le local, donc les infinies variations de la réalité écouménale. En fait cette écriture montre bien qu'il n'y a pas d'historicité véritable. Peut-on admettre l'écriture d'une histoire qui serait juste globalement, mais toujours fautive dans le détail des situations locales? Oui, si on dit expressément les limites du genre, si on ne s'abuse pas sur le terme histoire et si on développe en parallèle des histoires locales autrement conçues et produites.

(18) Gérard Chouquer, *L'étude des paysages. Essais sur leurs formes et leur histoire*, Paris, Ed. Errance, 2000.

Le tableau, comme genre affectionné par les historiens, se rapproche beaucoup de cette forme modélisée, en ce sens qu'il rassemble, réunit, et substantie des données éparses, de statut, d'échelles et de sens différents, sans que soit jamais sérieusement discutée la représentativité de chacun de ces faits ou types de faits. Quelle possibilité y a-t-il d'échapper au Modèle lorsqu'on se lance, par exemple, dans un tableau des campagnes de telle ou telle région de l'Empire romain, ou des campagnes de la France du XI^e s., etc.? Reconnaissons que ce type d'écriture introduit un effet d'échelle particulièrement "déformant" mais inévitable.

Soit on raconte les formes et l'espace selon le mode du Récit. Dans ce cas la narrativité, pour exister, se doit d'inventer des modalités de récit qui donnent au lecteur l'impression d'un déroulement dans le temps. S'agissant de lui parler de la dynamique de l'espace, le recours à la narrativité devient la recherche des éléments qui feront récit: un début, un développement, une fin, des personnages, une action, un décor. Or quoi de plus tentant qu'une genèse spectaculaire ou mythique, un événement fondateur, une décision, une crise, etc.? Ensuite le Récit décrit la "vie" des formes en question, leur "vieillesse" puis leur "mort". Le mode du Récit n'a pu vraiment fonctionner dans nos matières que chaque fois qu'il était assimilé au déroulement de la vie, dans la modalité organique. D'où la personification des choses, la dramatisation ("dramaturgisation" devrait-on dire, si le mot n'était effroyable): on sait que Paul Ricœur a fait une étude sur la Méditerranée de Fernand Braudel dans laquelle il a montré comment l'historien transformait la mer Méditerranée en véritable personnage d'une action.

On connaît les facilités (je dépasse le cas de Braudel en écrivant ce mot) que cet organicisme-là peut permettre: parler de la ville comme d'un corps vivant; abuser des métaphores vitalistes. Du récit découlent des concepts inévitables: celui de genèse, celui de dégradation, celui de crise. Le travail de l'historien revient alors à en apprécier la validité, au-delà de la rhétorique.

L'étude des formes, sans pouvoir complètement échapper à la rhétorique du Modèle et du Récit (comme le pourrait-on?), peut-elle néanmoins permettre d'autres formes d'écriture et plus

généralement de représentation? On peut en être persuadé, à condition de considérer le mode cartographique *dynamique* comme une des expressions recevables des résultats scientifiques, et d'organiser la recherche selon une combinaison de formes, en association ou en conflit.

Le collectif que nous proposons pour étudier le système des formes des sociétés anciennes concernerait les champs suivants, articulés et interagissant mieux que ne le montre cette liste:

- *domaine des usages et des formes:*

- * histoire des formes (morphologie dynamique des paysages);
- * formation des sols (paléo-pédologie);
- * modalités de spatialisation du vivant non humain (écologie du paysage);
- * interventions structurantes dans les formes (aménagement du territoire);
- * modalités d'usage des sols par les différents usagers (sociologie, géographie des pratiques);
- * systèmes techniques agro-économiques évolutifs (économie, agronomie)

- *domaine des représentations de l'espace:*

- * modèles scientifiques divers rendant compte des formes (modèles géographiques, de l'écologie du paysage, modèles historiques, agronomiques, etc.); et formes de régularisation du réel écouménal qu'impliquent ces modèles;
- * représentations plastiques construisant le regard;
- * autres représentations, sonores, olfactives, construisant la perception.

C'est la combinatoire de tout ceci, qui constitue le collectif mobilisable en un lieu donné et qui permet de définir quelles sont les associations et les conflits de formes qui sont agissantes. Surtout, cette combinaison situe le modèle spatial là où doit l'être, c'est-à-dire comme composante d'un tout beaucoup plus complexe. Les Modèles (celui de la sphère des représentations de l'espace, que ce soit le système des représentations d'une société historique elle-même, ou encore celui des savants qui l'étudient aujourd'hui) ne parlent pas au

nom de l'ensemble et on évite ainsi un des écueils que je soulignais plus haut à propos de ce mode.

Car la question de fond que nous posons, à travers nos travaux, est celle-ci. Y a-t-il un intérêt à l'étude des formes qui ne soit ni le retour à la physiographie positiviste et déterministe de la géographie d'antan (celle contre laquelle s'était élevée la "nouvelle géographie" nomothétique et spatialiste des années 70), ni l'enfermement dans un langage modélisateur qui abstrait tellement qu'il finit par s'abstraire de l'espace? Mais qui englobe néanmoins le lieu et l'espace géométrique dans autre chose de plus "trajectif"⁽¹⁹⁾.

Notre réponse est oui, à condition que nous sachions prendre conscience que ni le mode du Récit ni le mode du Modèle ne conviennent seuls, et que le discours sur un espace est obligatoirement dynamique des formes, modélisation et récit. Donc qu'il passe par l'expression cartographique des formes, comme passage obligé de la représentation que nous pouvons faire et nous faire des réalités écuménales. Bref, des cartes dynamiques, des modèles et des récits qui permettent le déroulement et la combinaison des trajectoires. Notre réponse est oui, à condition que nous ne fassions jamais des formes des objets en eux-mêmes, définitivement isolés, qui auraient leur monde, leur vie, leurs œuvres, mais que nous n'oublions pas qu'elles ont été le produit de sociétés qui expriment à travers elles cette "trajection", c'est-à-dire projection sur le monde et intériorisation du monde. Ce qui signifierait que l'étude de la dynamique des formes, usant du mode du Récit et de celui du Modèle (les modalités qui nous permettent, chacune partiellement, de les exprimer par des mots), ainsi que de celui de la Carte dynamique qui les exprime dans leur concrétude géographique, est la recherche d'une articulation entre deux processus de connaissance: la connaissance que nous avons des choses elles-mêmes, de leur concrétude, de leur identité, de leur topicité, c'est-à-dire le fait qu'elles soient, et qu'elles soient là, indépendamment de nous; et cette autre forme de connaissance qu'est leur prédication, leur chorésie, c'est-à-dire le fait que nous les déployons dans l'espace-temps en tant qu'hybrides et qu'elles nous permettent alors

(19) Augustin Berque, *Écroumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Coll. Mappemonde, Paris, Ed. Belin, 2000, p. 89 ss.

l'appropriation collective ou individuelle "l'histoire et la géographie du déploiement de l'écoumène"⁽²⁰⁾.

Il est donc temps de *proposer d'ouvrir la controverse sur l'écoumène lui-même et, en bonne méthode, d'inviter à la constitution d'un forum hybride de réflexion sur la représentation de l'histoire de l'espace*. Un forum hybride dans lequel les formes et les représentations spatiales tiendraient une place au moins aussi importante que le récit et les modèles.

L'évaluation qualitative comme forme de la délibération

Dans un essai récent⁽²¹⁾, on a défini des protocoles critiques d'évaluation, quelque peu renouvelés par rapport au discours historique et géographique courants. Sans entrer dans les détails de cet exposé, qui nous conduirait très loin, nous souhaitons montrer que, dans ce domaine comme dans les autres, la délibération est nécessaire. Nous le faisons à partir d'une notion qui est désormais constitutive de la théorie du paysage, dite hyperesthésie, et que nous prenons comme exemple.

L'hyperesthésie, définie par Alain Roger⁽²²⁾ est le processus par lequel le paysage n'existe que dans la mesure où le regard de celui qui le contemple a été enrichi, médiatisé, cultivé par une représentation artistique: "L'artiste, quel qu'il soit, n'a pas à répéter la nature — quel ennui, quel gâchis! —, il a pour vocation de la nier, de la neutraliser, en vue de produire les *modèles*, qui nous permettront, à rebours, de la *modeler*. 'Je rature le vif' écrivait Valéry: il s'agit, d'abord, de raturer la nature, de la dénaturer, pour mieux la maîtriser et nous rendre, par le processus artistique aussi bien que le progrès scientifique, 'comme maîtres et possesseurs de la nature'".

Ce concept d'hyperesthésie, très intéressant en lui-même, est considéré comme étant *le processus constitutif* du paysage, puisque le principe de l'arrachement est posé comme nécessaire dans une théorie

(20) **Augustin Berque**, *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Coll. Mappemonde, Paris, Ed. Belin, 2000, p. 146.

(21) **Gérard Chouquer, Claire Marchand, Sandrine Robert, Cédric Lavigne**, *Les paysages d'expérience*, (à paraître).

(22) **Alain Roger**, *Court traité du paysage*, nrf, Paris, Gallimard, 1997, p. 12.

de la dissociation. Plus on "hyperesthésira" le réel, c'est-à-dire plus on le verra avec des filtres esthétiques, plus on sera dans le vrai. Mais cette hyperesthésie est un processus daté, un développement moderne tardif de la pensée artistique (formulé par Oscar Wilde à la fin du XIXe s.). C'est donc parce qu'elles s'évertuent à vouloir s'arracher par l'hyperesthésie de ce qui leur est constitutif, que ces théories sont "modernes", et tout compte fait, décalées par rapport à une interrogation des sociétés actuelles. Elles ne veulent pas assumer l'ambiguïté des hybridations natures/cultures.

On peut soutenir une thèse différente, et considérer que le processus d'*hyperesthésie géométrique* est une excellente formulation pour dénommer cet effet de paradigmatization des formes et de l'espace qui s'est emparé de la création à l'époque moderne. Par la perspective, par le non-lieu géométrique de l'utopie, par la fenêtre du tableau, par l'unité d'action, de temps et de lieu du théâtre classique, etc., toutes modalités bien connues, le modernisme a inventé une représentation de l'espace aux conséquences les plus lourdes. Sans entrer dans une démonstration détaillée, on peut résumer cette phase majeure de la constitution de notre espace comme une phase qui a occulté trois aspects fondamentaux de la réalité géographique et paysagère: la transmission non linéaire et non mécanique des formes dans le changement incessant des modèles sociaux; l'hybridation permanente et de plus en plus poussée des réalités géographiques et paysagères, entre natures et cultures, natures et sociétés; enfin la complexité toujours plus poussée des associations et des conflits de formes, sur lesquels on greffe une recherche de territoires pour tenter de mettre un ordre.

L'hyperesthésie géométrique entre espace et lieu, entre Modèle et Récit, ne rend compte que des premiers termes de chaque couple, à savoir un espace filtré par le modèle, niant le lieu.

Parce que cette pensée s'est formée à l'époque même où la science s'est organisée, une discipline comme la géographie, qui aurait dû avoir à cœur de mettre et de maintenir la reconnaissance des différences au centre de son propos, a souvent préféré se limiter aux modélisations géométriques du réel, au point, comme nous l'avons vu, qu'il faut aujourd'hui redécouvrir le caractère fondamental de la relation écouménale de l'homme. Parce que les historiens ne sont pas géographes — malgré ce que prétend la tradition académique fran-

çaise, par exemple — ils n'ont pas su reconnaître la diversité constitutive des espaces des sociétés anciennes, et n'ont su que projeter sur ceux-ci la vision paradigmatique que leur a légué le modernisme.

Bref, l'hyperesthésie apparaît dès lors comme un modèle historique d'accord, un consensus momentané, en l'occurrence celui de la *vision hyper-moderniste de l'espace*, et il faut l'utiliser à la fois comme un fait historique, et, aujourd'hui, parce que le projet social contemporain a dépassé, ou se propose de dépasser, le modernisme, comme un instrument d'évaluation. Pour nous, en effet, c'est *une modalité d'évaluation utilisée par l'écologie politique*, puisqu'on ne considère pas que l'arrachement par rapport à la réalité soit le but et qu'on préfère au contraire relever toutes les formes d'hybridation entre natures et cultures. Elle devient un processus critique d'évaluation des effets des représentations sur notre conception et notre gestion de l'espace.

Il est donc clair, une fois encore, que la délibération doit porter sur le juste niveau d'application du concept et que celui-ci n'est pas évident s'il n'a pas été débattu. On pourrait donc proposer que la base des évaluations devienne une très fine discussion des objectifs poursuivis, des êtres composant le collectif observé, et des processus mis en œuvre. Elle dépend de l'état des collectifs, de leur composition, de leur hiérarchie et de l'itération et réitération de leur contenu. L'évaluation est donc, elle aussi, contingente.

Des vérités scientifiques ou politiques?

La vérité est-elle du domaine de l'évidence, ou filtrée par nos représentations? Est-elle une vérité politiquement délibérée sur la base de vérités scientifiques convaincues? Ou une délibération de vérités scientifiques elles-mêmes politiquement définies. C'est ici que la proposition de constitution politique de Bruno Latour rend les meilleurs services. Il suggère que, pour l'élaboration d'une question, soit établies, dans un Parlement, trois chambres qui auraient pour fonction de répondre aux trois questions suivantes: 1. combien sommes-nous, quels sont les "êtres" qu'il convient de prendre en compte pour traiter le problème posé (chambre de prise en compte)? 2. comment hiérarchiser les êtres, quel ordonnancement leur donner en fonction de ce qu'on sait et de ce qu'on croit au moment présent

(chambre d'ordonnement)? 3. selon quelle périodicité et selon quelle forme réexaminer la composition du collectif, et éventuellement quels êtres nouveaux admettre au collectif qui soient de nature à changer la réponse (chambre de suivi ou chambre diplomatique)? Non seulement on pourrait ainsi traiter les problèmes, petits et grands, qui se posent aujourd'hui aux sociétés mais on pourrait s'inspirer de cette constitution pour le traitement des processus scientifiques. Ce serait une politisation ou une "procéduralisation" de l'élaboration scientifique dont le but serait de définir avec un soin réellement nouveau les termes du débat, pour nous garantir de bons et légitimes faits scientifiques, sans instrumentalisation et sans exclusive. "Politique" a, bien entendu, ici le sens de procédure, et pas du tout le sens de choix exclusif d'une idéologie de référence.

Ce processus revient à délibérer la composition et l'ordonnement des collectifs, et à décider des modalités et de la périodicité de réexamen d'un ordonnancement donné. Cette épistémologie qui répond à la nécessité de prise en compte de collectifs toujours plus complexes, aux attachements risqués, s'avère ainsi utile pour la science elle-même (insertion du monde dans la science), et pas seulement pour l'insertion de la pensée scientifique dans le monde.

Nous avons largement fait appel à cette organisation dans notre essai sur les *paysages de l'expérience*. Nous disons et montrons que les objets d'histoire peuvent être "délibérés", ce qui ne signifie pas pour autant que la vérité soit une espèce de compromis du type des compromis politiques. En installant des objets nouveaux dans le champ de notre recherche, même s'ils sont encore minoritaires ou même rejetés, nous ne faiblissons pas sur notre rôle de production scientifique. Nous ne nous confondons pas avec la majorité de nos collègues qui ne veulent voir que les objets institués de la recherche.

Ainsi, pour prendre un exemple, substituer le terroir radio-quadrillé au terroir radio-concentrique habituel, représente une des tâches scientifiques du moment. En présentant et re-présentant cet être neuf au collectif, nous pourrions un jour le faire admettre. La difficulté actuelle — et c'est en cela qu'il y a le plus souvent police académique et non pas débat, guerre des sciences et non pas procédure politique — est que le collectif n'existe pas en tant que tel,

que nous n'y sommes pas conviés, et que nous n'avons pas le droit de nous y faire les avocats de faits nouveaux.

On aura observé que nous allons chercher dans la sociologie des "réponses" à des questions qui ne sont pas ou mal posées dans nos disciplines. On aura observé, d'autre part, que nous promouvons une thématique de recherche autour de l'espace qui n'est plus franchement historique ou géographique au sens traditionnel de ces disciplines, mais mixte. Est-ce à dire que nous allons substituer le discours de ces sciences à celui de l'histoire et de la géographie? Que nous allons nous contenter d'un discours technique sur les formes? Cette critique nous est adressée, à travers la polémique, de la façon suivante: nous renierions l'histoire pour nous enfermer dans une démarche strictement morphologique. Nous prenons cette critique très au sérieux et il nous paraît nécessaire de répondre à chacune des trois questions énumérées ci-dessus.

Qu'allons-nous donc chercher dans les travaux des sociologues ou anthropologues des sciences? Qu'il soit clair que nous n'allons pas y chercher des raisons pour ne pas faire notre métier d'historien (ou de géographe), ou de ne pas le faire selon les règles de l'art. Critiquer la recherche historique, oui, mais pour la faire autrement, pas pour la désertier! Autrement dit nous ne sommes pas tentés par une approche "anthropologique", si l'on entendait par là un substitut commode à la réflexion historique, qui est de notre responsabilité. Nous allons chercher chez ces auteurs la compréhension de ce qui nous arrive, c'est-à-dire deux choses: pourquoi nous devons nous engager dans la critique de la "modernité" en ce qu'elle a construit notre point de vue sur les situations historiques, et même créé les grandes périodes historiques et leur méthodologie d'étude, alors qu'il est évident qu'elle doit être dépassée; pourquoi nos travaux provoquent-ils la polémique, le rejet, l'incompréhension, et quelles sont les bases intellectuelles et politiques de ces réactions. C'est donc bien en sens que nous politisons notre recherche, c'est-à-dire que nous exploitons une thématique sociologique intéressante pour poser la question suivante: comment élabore-t-on une opinion scientifique et dans quelles conditions est-on conduit à en changer? Marc Bloch, en son temps, avait lui aussi trouvé avantage à fréquenter les sociologues, notamment Durkheim. On sait ce que Bloch allait chercher dans ces

travaux: "à serrer de plus près les problèmes, à penser, oserais-je dire, à moins bon marché "(23). Pas moins, mais pas plus.

Il est vrai, cependant, que nous prenons nos distances avec certains ordres historiques, notamment institutionnels, économiques, lorsque nous disons que les formes possèdent leur propre dynamique, selon des modalités spatio-temporelles qui n'ont plus rien à voir avec les modalités courantes en histoire, mais en interaction avec elles. Est-ce si aventureux que cela, si "révolutionnaire", que de dire que la dynamique d'une morphologie agraire ne se déduit pas directement de la dynamique d'un cartulaire ou d'une mercuriale? Vraiment, on s'effarouche à peu de frais, et on crie un peu trop commodément au scandale!

Alors, science ou politique? On sait bien décrire aujourd'hui les processus constitutifs d'une démarche scientifique(24). On sait notamment, et nous nous en tenons à cet aspect essentiel pour notre propos, qu'il y a démarche scientifique lorsque le macrocosme est réduit à un microcosme, lorsque les multiples expériences du sens commun peuvent être transformées en lois abstraites, ressortissant à des mesures, et à des instruments pour prendre ces mesures. Or s'il y a des réalités spatio-temporelles qui s'accordent bien avec cette définition et qui autorisent la définition de procédures "scientifiques", on sait bien aussi que d'autres, et assez nombreuses, sont rétives.

On peut réduire la recherche d'une centuriation romaine, par exemple, à une extraction d'un signal dans un bruit, par un filtrage optique de l'information d'une photographie aérienne, dès lors qu'on travaille sur une forme évidente, qu'on aurait par ailleurs reconnue par un simple examen à vue de la même photographie. En revanche, dès qu'on applique cette technique confinée à des cas non probants, la technique ne résout pas l'incertitude et ne dispense pas de la mise en jeu d'autres procédures qui, elles, ne sont pas généralisables mais écouménales, non pas expérimentales mais "expérientielles", c'est-à-dire proche de *Y experientia* du sens commun et non de *Y experimentum*

(23) Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien*, 7e éd., Paris, 1974, p. 24.

(24) Michel Callón, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Ed. du Seuil, 2001.

du savant. Dès lors, la décision de reconnaître ou non une centuriation romaine dans une carte ou une photographie aérienne, après un filtrage indicatif, *procède non plus de l'application d'une théorie et de la technicisation d'une abstraction, mais bien d'une délibération complexe où le social l'historique, le phénoménal le naturalisant, le quantitatif, etc., ont chacun à dire.*

L'étude des dynamiques spatio-temporelles n'est donc pas une "science confinée" qui se nourrirait d'histoire et de géographie, mais elle souhaite être une "science de plein air", c'est-à-dire science d'un élargissement, et d'une délibération qui porte sur des objets valorisés, dont un certain nombre sont réductibles à des procédures scientifiques de laboratoire, et un grand nombre ne le sont pas.

Conclusion

Ne serait-il pas plus juste de dire qu'aujourd'hui, les objets morphologiques et écouménaux ne sont toujours pas majoritaires, non pas parce qu'il doit obligatoirement en être ainsi, de par leur nature, et autres arguments rhétoriques, mais bien parce qu'une majorité de chercheurs ont ou continuent à avoir une conception différente de l'espace, c'est-à-dire marquée par les modèles du modernisme, et que cette majorité n'est pas encore prête à voir les formes qu'on vient de faire exister et qu'on lui montre? Dans ces conditions, les nouveaux objets de la morphologie dynamique sont des valeurs non délibérées, c'est-à-dire encore maintenues en dehors du collectif, non admises à la réflexion sur la hiérarchisation des êtres qui composent l'espace. Ces nouveaux objets existent désormais, et ils sont parfaitement interprétables en termes historiques (sous réserve du respect des règles de l'art), mais ils attendent pour être légitimés, perçus, vus, admis, qu'un improbable forum hybride soit réuni pour délibérer une nouvelle composition du "collectif". Mais, tant que l'espace écouménal sera absent des conceptions, tant que des théories et des épistémologies combattives interdiront que l'écoumène soit pris en compte, la convocation pacifique et responsable du moindre forum sera impossible. Voilà tout.

Point de combat prométhéen entre deux formes de vérités, point d'opposition irréductible entre faits et valeurs, donc, mais, plus

simplement, de plus petits problèmes de savants, à savoir la nécessité d'une délibération politique pour dire si l'espace écouménil est recevable ou non en tant qu'être composant le collectif.

Evidemment, tout ceci n'est pas sans conséquences, et d'apparents "petits" problèmes de savants peuvent renvoyer à de très sérieuses questions sociales. Si nous n'arrivons pas à produire des politiques publiques convenables en matière d'espace et d'aménagement, c'est bien parce que l'espace qui nous sert de référence est encore abondamment composé de faits qui pour certains ont beaucoup perdu de leur valeur, et d'autre part parce qu'il n'est pas encore peuplé de ces êtres nouveaux qui, eux, n'ont pas pris toute leur valeur.

Lexique

Nous croyons devoir préciser le sens que nous donnons à quelques termes ou expressions.

Collectif: ensemble des êtres qui doivent être recensés et hiérarchisés pour la bonne formulation d'un problème scientifique ou social⁽²⁵⁾.

Ecologie politique: attitude "philosophique" qui consiste à proposer une autre formulation des problèmes scientifiques et sociaux, qui refuse de se situer dans les grands partages modernes (faits/valeurs; nature/culture; abstrait/concret, etc.) et qui propose la politique comme procédure d'exploration et de délibération permanentes des mondes possibles sur la base des attachements, y compris à risques⁽²⁶⁾. A ne pas confondre avec l'écologie politique entendue comme mouvements politiques contemporains.

Forum hybride: espace public de la délibération de la "science ouverte" et de combinaison des éléments d'une question scientifique et sociale⁽²⁷⁾.

(25) D'après Bruno Latour, *L'espoir de Pandora. Pour une vision réaliste de l'activité scientifique*, Paris, La Découverte, 2001.

(26) D'après Bruno Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999; Bruno Latour, "Quelques chantiers de réflexion pour Cosmopolitiques", *Cosmopolitiques. Revue théorique d'écologie politique*, n-1, Juin 2002.

(27) Michel Callón, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Ed. du Seuil, 2001.

Politique: opposé à la Science, le mot désigne l'opération de composition du monde commun; il implique la contingence des valeurs, la mobilité des faits et donc la composition évolutive des collectifs qui constituent les aspects d'un problème scientifique et social⁽²⁸⁾.

Science de plein air: pratique scientifique qui recherche toutes les liaisons possibles d'un problème avec les êtres, humains et non-humains, et qui réintègre dans le collectif les éléments que la science confinée exclut d'ordinaire⁽²⁹⁾.

Science confinée: pratique scientifique qui réduit un problème macro-cosmique quelconque à un microcosme qui peut être géré en laboratoire afin d'en maîtriser les aspects.

Sociologie des sciences, ou encore *anthropologie des sciences (sciences studies)*: courant de recherches qui propose une étude des procédures scientifiques et qui place le savant en position d'être observé lui-même autant que les "objets" qu'il étudie et les concepts et processus qu'il invente. La sociologie des sciences se distingue de l'épistémologie en ce sens que celle-ci impose des partages et des arrachements qui permettent à la Science de dicter sa loi à la politique⁽³⁰⁾.

⁽²⁵⁾ D'après Bruno Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.

⁽²⁹⁾ Michel Callón, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Ed. du Seuil, 2001.

⁽³⁰⁾ D'après Bruno Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.